

# La Caraïbe, arrière-cour de l'impérialisme américain et facteur d'instabilité politique

## De la domination anglaise à celle des USA

Au 18<sup>e</sup> siècle et au 19<sup>e</sup> siècle, au moment de la colonisation les îles de la Caraïbe, (un arc d'îles volcaniques qui va de la pointe de la Floride au Venezuela et comprend les Grandes et les Petites Antilles) ont été l'objet de luttes farouches entre les principales puissances européennes. Pour la possession de ces îles et pour l'exploitation de la main-d'oeuvre servile dans les vastes plantations de canne à sucre, de café, de cacao ou de tabac, de nombreuses guerres ont opposé l'Espagne, la France, l'Angleterre et les Pays-Bas. Aujourd'hui encore ce sont les langues de ces quatre pays qui sont parlées dans toutes les Antilles.

L'époque de ces luttes allait s'achever en 1815 où une espèce de statu-quo s'est établi après la défaite des armées napoléoniennes sur le Vieux Continent.

Le 20<sup>e</sup> siècle par contre allait voir l'apparition d'une nouvelle puissance, les États-Unis. L'impérialisme américain a d'abord mis la main sur les Grandes Antilles espagnoles, Porto-Rico et Cuba à la suite de la guerre avec l'Espagne en 1898. Puis, pendant la Première Guerre mondiale, ce sera l'occupation des deux États qui se partagent l'île de Saint-Domingue, à savoir Haïti et la république Dominicaine. Cela allait durer jusqu'en 1934.

Après la Seconde Guerre mondiale, les choses évoluèrent différemment dans les possessions anglaises et françaises. L'administration française donna une nouvelle couche de peinture à l'édifice colonial, rebaptisant Département d'Outre-Mer (DOM), les quatre colonies que sont Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion, et choisit la voie de l'assimilation juridique à la métropole.

L'administration anglaise, elle, appliqua aux Antilles la politique de désengagement qu'elle menait aux quatre coins de son empire colonial. Dès la fin des années cinquante, des statuts d'autonomie interne furent octroyés aux îles principales comme la Jamaïque, la Barbade et Trinidad. C'était le début de la marche à l'indépendance qui allait toucher toute la Caraïbe anglaise. Au point qu'il ne reste plus, aujourd'hui, comme colonies de la Couronne britannique que les îles Vierges et l'île d'Anguilla, et Montserrat qui a, elle, un statut d'autonomie interne.

Au cours des vingt dernières années, toutes ces îles-États allaient passer, en devenant indépendantes, de l'influence britannique à l'influence américaine. Ce n'était que la traduction sur le plan politique d'une réalité déjà existante au plan économique. Le vieux lion britannique, fortement édenté, a laissé la place à l'aigle américain. Et si la Barclay's Bank continue à symboliser la présence anglaise, les trusts du pétrole comme Texaco, de la bauxite comme Reynolds font maintenant la pluie et le beau temps dans la Caraïbe.

## Pourquoi l'intérêt des USA pour les petites antilles ?

L'intérêt économique de ces petites îles est devenu faible aujourd'hui. Bien sûr, du pétrole de Trinidad à la bauxite de la Jamaïque, en passant par le tourisme de la Barbade, il y a encore bien des champs d'activité dans lesquels les grands capitalistes puissent faire fructifier leurs capitaux et engranger des profits.

Mais les Antilles ont perdu leur lustre d'antan. Les difficultés de la canne à sucre et de la banane, après la quasi-disparition du cacao ou du café montrent bien que dans toute cette région, l'économie de plantation est moribonde et que son avenir est derrière elle.

L'intérêt des États-Unis est bien plus stratégique et politique qu'économique.

Stratégique car les Antilles sont le lieu de passage entre l'Amérique du sud et les ports de la côte Atlantique des États-Unis. Le pétrole du Venezuela, le fer et le café du Brésil, le blé et la viande de l'Uruguay et de l'Argentine, tout cela transite au large des Petites Antilles, en direction de Baltimore, de New-York ou d'Atlanta.

Politique surtout car si la multitude des micro-États de ces petites Antilles fait en sorte que le poids de chacun d'eux est très faible, leur nombre, leur éparpillement, la faiblesse de leur appareil d'État, peuvent de leur côté constituer une source de préoccupation pour les États-Unis. Et si ce fait peut être négligeable dans des conditions de stabilité générale, ce n'est pas exactement le cas dans la Caraïbe. D'abord, il y a la présence et l'exemple de Cuba. Le mauvais exemple, cela va sans dire pour l'impérialisme américain. Cuba qui a montré, avec une population plus nombreuse il est vrai, qu'on pouvait, à défaut de construire le socialisme, au moins résister aux USA sur le plan politique. De plus, la Caraïbe est toute proche de l'Amérique centrale, où plusieurs régimes pro-américains (au Salvador, au Guatemala) ont du mal à contenir des guerres de guérillas massives et persistantes, où le gouvernement américain lui-même n'a pas pu mettre à genoux le Nicaragua. Tout cela forme un facteur d'instabilité dans la région. Et dans ces conditions, la faiblesse même de l'appareil d'État d'un pays débile dirigé par une caricature de bourgeoisie peut autoriser beaucoup d'espoirs à des opposants éventuels. On l'a bien vu avec le coup d'État de Maurice Bishop à Grenade. En 1978, une quinzaine d'insurgés, profitant de l'absence du dictateur Gairy, ont réussi à prendre le pouvoir en occupant le commissariat de police de la capitale. Et pendant cinq ans, Grenade fut tout de même un sujet de préoccupation pour le gouvernement américain.

## **La politique du gouvernement américain**

D'un côté, il s'agit d'imposer l'ordre par tous les moyens, y compris militaires. En ce sens, mises à part les bases militaires existant à Cuba (Guantanamo) ou à Porto-Rico, les États-Unis possèdent des installations militaires à Antigua et à la Barbade. C'est d'ailleurs cette île qui allait servir de base arrière pour l'invasion de Grenade, dernier haut fait de l'impérialisme dans la région (invasion de novembre 1983).

Mais même dans ce cas, les USA autant que faire se peut se couvrent d'un paravent légal. Ce paravent, dans le cas de Grenade, fut l'OECS (Organization of Eastern Caribbean States - Organisation des États de la Caraïbe Orientale). Cette organisation qui regroupe des États comme la Dominique, Sainte-Lucie ou Saint-Vincent, envoya des « troupes » à Grenade, c'est-à-dire quelques dizaines de policiers qui voyagèrent dans les fourgons des Marines.

Mais d'un autre côté, l'impérialisme américain se sert de sa puissance économique pour s'imposer, et cela dans deux directions. D'une part, les investissements des multinationales ont crû depuis les années soixante. D'autre part, et cela a été la grande nouveauté, il y a eu la promesse d'ouvrir un peu plus le marché américain aux produits industriels des États caribéens. C'est ce que l'on a appelé le plan Reagan pour la Caraïbe, plus modestement de son vrai nom le CBI (Caribbean Basin Initiative - Initiative pour le Bassin caraïbe).

Annoncé à grand renfort de trompette dès 1982, cela n'a pas amené de substantiels changements dans l'économie des États de la Caraïbe, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, que peut signifier l'ouverture du marché des USA à un moment de crise, où le niveau de vie baisse, conduisant tout un chacun à restreindre sur ses achats de consommation courante ? Par ailleurs, que peuvent vendre les États de la Caraïbe aux USA que ceux-ci ne produisent déjà sur leur territoire ? Cela était d'autant plus aberrant, que pour être vendus aux USA, les produits devaient être fabriqués pour une large part avec des produits locaux et des capitaux locaux. Ceci bien entendu pour décourager toute tentative d'exportation de produits fabriqués dans des usines d'assemblage d'éléments fabriqués dans des pays capitalistes concurrents des États-Unis ! Quant aux capitaux autochtones, c'est bien ce qui fait le plus défaut aux États de la Caraïbe. C'est pourquoi après une publicité dithyrambique, le CBI glisse petit à petit dans l'indifférence.

## **La tactique des bourgeoisies caribéennes : entre l'émiettement et la coopération régionale**

En vingt ans, une équivalence politique s'est imposée dans la Caraïbe orientale : une île égale un pays. Certaines de ces îles-États sont minuscules : la Barbade par exemple compte moins de trois cent mille habitants sur ses 430 kilomètres carrés - et ce n'est pas le plus petit des États de la région. Même l'État constitué par les deux voisines de Trinidad et Tobago, et le plus grand des Petites Antilles, n'a qu'un peu plus d'un million cent mille habitants sur 5128 kilomètres carrés.

Est-ce que c'était, de manière avérée, le but des colonisateurs, lorsqu'il fallut passer à l'étape des indépendances formelles ? Ce n'est pas sûr. De toute façon, une tentative fut faite, avec la Fédération des Indes Occidentales de mettre sur pied un cadre fédéral au sein duquel les différentes îles pouvaient évoluer politiquement ensemble. Mais la Fédération vola en éclats, avec l'indépendance de la Jamaïque et de Trinidad (1962), suivie un peu plus tard de celle de la Barbade (1966). Et depuis, toute tentative d'intégration politique s'est heurtée à deux écueils au moins.

D'un côté, les bourgeoisies d'un certain nombre d'États « privilégiés », essentiellement Trinidad et la Barbade, se refusent à partager les miettes qu'ils ont avec les États plus mal lotis. Par ailleurs, dans chaque île, l'existence d'un appareil propre, « autonome », assure à la bourgeoisie du pays un certain nombre de places ou privilèges qu'elle ne peut pas abandonner au profit de l'intégration dans une entité plus grande, où son avenir serait rien moins qu'assuré. Le contrôle de l'État, même le plus débile, assure un certain nombre de sinécures et de passe-droits, auxquels des cliques dirigeantes ne sont pas prêtes à renoncer !

Cependant cet émiettement a aussi ses désavantages, même au point de vue des bourgeoisies caribéennes. Pour des États comme Trinidad ou la Barbade, qui ont quelques petites industries, il n'est pas indifférent de pouvoir écouler leurs produits sur un marché plus vaste. De plus, en se répartissant les marchés par avance, ils voient là un moyen d'éviter la concurrence entre les différentes îles. Le troisième aspect étant la possibilité pour ces îles-États d'établir une politique commune face aux capitalistes des autres États présents dans la Caraïbe et d'en éviter, même partiellement, les conséquences les plus néfastes pour eux.

C'est cette constatation qui a été à l'origine de la CARIFTA (Caribbean Free Trade Association - Association de Libre Échange de la Caraïbe) qui allait donner un peu plus tard le CARICOM (Marché Commun de la Caraïbe). Le CARICOM regroupe exclusivement les anciennes colonies anglaises de la Caraïbe, plus Belize en Amérique centrale et la Guyana en Amérique du sud.

Il existe aussi d'autres sociétés à caractère commercial, comme la LIAT (compagnie régionale de transport aérien) ou la WISCO (compagnie de transport maritime).

Mais même cette amorce de ce que l'on appelle coopération régionale est bien contradictoire. Car chaque État se méfie du voisin comme de la peste. Périodiquement éclatent des différends entre la Barbade et Trinidad à propos de quelques produits manufacturés pour lesquels ils se font concurrence.

Mieux encore, si contraints et forcés, ces États se regroupent chacun préfère exercer ses prérogatives dès qu'il en a les moyens économiques.

Quelques exemples l'illustrent. Dans le domaine du transport aérien, à côté de la LIAT, compagnie régionale, la Barbade et Trinidad ont chacune leur compagnie « nationale ». Dans le domaine de la monnaie, le dollar E.C (Eastern Currency - Monnaie Orientale) est utilisé en Caraïbe orientale, sauf à la Barbade qui a son dollar et Trinidad aussi qui a le sien !

De plus, pour être exécutoires, les décisions du CARICOM doivent être prises à l'unanimité. Ce qui a des conséquences gênantes, y compris même pour l'impérialisme. Ainsi, au début des années 80, voulant créer des difficultés à Grenade, les États-Unis ont tenté de l'expulser du CARICOM. L'unanimité n'étant pas faite sur ce plan-là, les États-Unis ont voulu imposer la règle de la majorité. Trinidad et Guyana s'y sont

farouchement opposés. Depuis, les insistances du gouvernement américain ont disparu, car Grenade a été mise au pas !

En fin de compte, la politique des différentes bourgeoisies caribéennes, au moins les plus grandes d'entre elles, ne diffère guère de celle de toute bourgeoisie un peu conséquente. Protéger tout ce que l'on peut à l'intérieur de ses propres frontières. Et autant que l'on peut, grignoter sur le voisin. Ces bourgeoisies-là n'ont rien inventé par rapport aux autres !

## **Le sentiment anti-américain dans la Caraïbe**

Coincées sur des territoires exigus, aux prises avec des difficultés économiques sans nombre, les bourgeoisies des îles de la Caraïbe ont eu tendance à se tourner vers les USA. Et l'impérialisme dispose de partis et d'hommes qui font sa politique. Il n'est pas besoin d'avoir été dictateur comme Duvalier en Haïti, ou Trujillo en République Dominicaine pour être un pantin docile aux ordres de Washington : Eugenia Charles à la Dominique, Vere Bird à Antigua, John Compton à Sainte-Lucie, Tom Adams ou Bernard Saint-John à la Barbade, quoiqu'élus « démocratiquement » mettent tout leur savoir-faire à épauler l'impérialisme dont ils vantent à leurs peuples respectifs les bienfaits. Ces régimes développent une propagande anti-cubaine et anti-soviétique acharnée. L'Union soviétique et Cuba sont désignés comme des fauteurs de trouble dans la région, des États qui menacent la paix et l'ordre.

Mais pour toute une fraction de la population, pour la jeunesse qui est étouffée dans ses aspirations à la justice et au mieux-être, pour les travailleurs en butte au chômage et aux mauvaises conditions de vie (le pourcentage de chômage varie entre 20 et 40 % de la population active, selon les îles), la responsabilité de l'impérialisme dans le sous-développement et le retard de ces pays apparaît claire. Et en écho à ces sentiments, des voix critiques à l'égard des États-Unis se font entendre. Ces voix peuvent être celles de notables bourgeois, comme celles de jeunes militants nationalistes.

Dans la première catégorie, on trouve des hommes comme feu Forbes Burnham, dictateur défunt de la Guyana, comme Manley à la Jamaïque, ou encore Errol Barrow, l'actuel Premier ministre de la Barbade. Celui-ci, victorieux des élections générales qui ont eu lieu il y a trois mois, s'est répandu en déclarations hostiles à Reagan, coupable d'avoir soutenu ses adversaires Tom Adams et Bernard Saint-John.

Les déclarations anti-américaines de ces hommes politiques restent, bien sûr, des déclarations non suivies d'effet, une simple manière de canaliser à leur profit les sentiments anti-américains. Il s'agit pour eux de dire : « Nous avons des difficultés. Elles sont dues à l'impérialisme. Il nous faut donc nous unir, ne pas revendiquer, car l'impérialisme est tout près ». La présence de l'impérialisme sert à justifier le statu-quo social.

Certains de ces hommes politiques n'hésitent pas à lorgner vers Cuba, comme le « socialiste » Manley, à la Jamaïque, ou vers l'Union soviétique, comme Forbes Burnham, qui rebaptisa avant sa mort la Guyana en « République coopérative ». Pendant ce temps, les atteintes à la liberté allaient bon train. Burnham s'est même débarrassé d'adversaires politiques par des assassinats...

Il s'agit donc pour des hommes politiques de cet acabit de profiter du sentiment anti-américain latent et de le reprendre à leur propre compte et justifier ainsi les échecs prévisibles de leur politique.

Bien plus faibles et de moindre signification quant à leur ampleur et leur force réelles, sont les mouvements nationalistes comme le DLM à la Dominique, le MBPM (Maurice Bishop Patriotic Movement) à la Grenade ou l'ACLM de Tim Hector à Antigua. Ce qui est remarquable, c'est la volonté de ces groupes-là d'apparaître comme des mouvements nationalistes, défendant leur pays, leur patrie. Et s'ils s'adressent à la classe ouvrière, ce n'est pas en tant que classe distincte, ayant son rôle propre à jouer dans le renversement de l'ordre social existant. C'est bien plutôt parce qu'ils sentent qu'il y a là un vivier de mécontentement et d'opposition à la politique de l'équipe bourgeoise au pouvoir.

Parfois, ces organisations cherchent des soutiens du côté de Moscou, comme le DLM de la Dominique ; ou à Cuba comme le MBPM de Grenade. Par ailleurs, sur plan électoral, ils sont prêts à se fondre dans des regroupements de politiciens bourgeois traditionnels. C'est encore le cas du DLM qui a participé au regroupement électoral du Parti Travailleuse contre Eugenia Charles aux élections régionales de 1985 à la Dominique. Parmi les chefs de ce regroupement électoral, il y avait toute une brochette d'amis de Patrick John, un ancien Premier ministre qui avait été chassé du pouvoir à la suite de mobilisations de masses il y a quelques années de cela.

Ces groupes nationalistes, on le voit, n'ont rien à dire de particulier aux travailleurs. Parce que leur programme politique est bourgeois du début à la fin. Ils aspirent tout simplement, en prenant appui sur les sentiments anti-américains de la population, à profiter des difficultés nombreuses dans lesquelles se débat la grande majorité de la population, pour arriver au pouvoir. La politique qu'ils mèneront dans le futur, s'ils arrivent au pouvoir, ne peut pas être différente de celle d'un Burnham, d'un Manley ou d'un Barrow !

## **Politique nationaliste, ou politique de la révolution prolétarienne ?**

Les organisations révolutionnaires nationalistes militant dans les îles sous domination coloniale, ou dans les îles indépendantes, mais dont le gouvernement est trop ostensiblement sous le contrôle d'un des impérialismes présents dans la région, prétendent offrir aux exploités, aux opprimés, à la lutte desquels elles font appel, une solution à leur oppression, à leur misère, - quand elles ne prétendent pas vouloir construire le socialisme dans des îles-États de quelques centaines ou au mieux, quelques milliers de kilomètres carrés.

S'il y a une région où la politique nationaliste, celle représentée par des courants nationalistes ne sortant pas du cadre de pensée de la petite bourgeoisie, ne dépassant pas le repliement sur des frontières dites nationales, apparaît dans toute sa dérisoire stupidité du point de vue des intérêts des classes pauvres, c'est bien dans ces petites îles des Caraïbes !

L'oppression coloniale encore présente dans certaines îles dites anglaises, ou encore en Martinique et en Guadeloupe ; l'oppression économique qui prend souvent une coloration raciale même dans des îles formellement indépendantes ; la misère, le sous-développement, l'exploitation ou le chômage sont susceptibles d'alimenter une formidable réserve d'énergie révolutionnaire. Personne ne peut prévoir quelle mesure d'austérité, quelle provocation raciste, quelle injustice ressentie comme telle, pourrait être l'étincelle qui mettra le feu aux poudres, ni quand cela arrivera.

Mais c'est quand cela arrivera que deux possibilités deux perspectives s'offriront, si toutefois il y a des militants, des organisations pour offrir la perspective de la politique de la révolution prolétarienne, de la révolution internationale. Car pour ce qui est de la politique nationaliste, il ne manque pas d'organisations pour en offrir les différentes variantes, même prétendues sociales ou socialistes.

La perspective nationaliste consiste à limiter, par avance, l'explosion au cadre étriqué de l'île où elle se produira, sous prétexte de préserver une nation martiniquaise ou une nation guadeloupéenne par exemple. Alors, l'explosion aboutira, tout au plus, à un changement de régime. Mais les îles resteront toujours des prisons pour leurs peuples, permettant tout au plus à une petite « élite » nationale de faire trimer leurs ouvriers, leurs paysans, pour faire vivre un micro-État national, quand ce ne sera pas, plus prosaïquement, pour engraisser une bourgeoisie nationale. Et le plus « Indépendant » de ces États ne peut que transmettre, le plus souvent en les aggravant, les pressions de l'impérialisme sur son peuple, ses pressions économiques en tous les cas, même quand ce ne sont pas ses pressions politiques ou militaires.

Au contraire, une politique révolutionnaire s'appuyant sur les intérêts communs du prolétariat de l'ensemble de la Carabbe viserait, consciemment, à ce que la révolution commencée dans une île se propage dans les autres. Elle viserait à s'appuyer sur le prestige que conquerront, inévitablement, les masses exploités victorieuses dans une des îles, pour que les masses exploitées des autres îles de la

Caraïbe reconnaissent ce combat comme leur, et s'y associent. Les matériaux inflammables existent pour que toute la Caraïbe s'embrace mais il y faudra la volonté politique, la conscience.

Le prolétariat, ouvriers, ouvriers agricoles, chômeurs, de ces îles, est le seul groupe social qui a tout à gagner à cette politique et rien à y perdre. C'est la seule classe sociale qui n'a aucun privilège à maintenir ou à gagner dans le micro-nationalisme insulaire. Les prolétaires sont les seuls qui n'ont aucun conflit d'intérêts, passé, présent ou à venir avec leurs frères des autres îles, de toute la Caraïbe et au-delà.

Il ne s'agit pas de tourner le dos aux aspirations de la population opprimée de ces îles, composée en quasi-totalité de Noirs, à l'émancipation de l'oppression coloniale et raciale. Au contraire. Il s'agit de leur donner le maximum de chances de se concrétiser : au travers de l'extension de la révolution sociale.

Ce n'est pas demander aux mêmes, l'expérience l'a montré, des sacrifices plus grands, plus douloureux, qu'une révolution nationaliste. Au contraire.

L'extension, la contagion est le meilleur moyen de diviser, de réduire la capacité d'intervention de l'impérialisme.

Le peuple noir de la Caraïbe est un seul et même peuple. C'est aussi un seul et même peuple avec le peuple noir des USA et d'Amérique latine.

Ils ont en commun la même origine, à savoir la traite négrière qui a emmené des millions d'hommes pour travailler sur les plantations des colons de Jamaïque, de la Barbade ou de Martinique, comme dans celles de Virginie, de Louisiane ou de Caroline. En commun aussi, ils ont leur statut social, celui de groupe surexploité, au bas de l'échelle.

Tout cela fait des Noirs pauvres de la Caraïbe les frères de race, mais aussi des frères unis par les mêmes chaînes, celles de l'exploitation capitaliste.

Depuis vingt ans, les brassages ont encore accéléré cet état de fait. Plusieurs millions d'habitants de la Caraïbe vivent aux États-Unis, où on les retrouve dans les emplois les plus pénibles, les plus mal payés, les plus précaires. Et il n'y a pas que les USA.

Des révolutionnaires prolétariens ne tourneront pas le dos à ces sentiments, à ces aspirations, mais ils les élargiront à tout le prolétariat.

Et la tâche, la responsabilité des révolutionnaires prolétariens dans une seule des îles des Antilles serait non seulement de s'adresser, de parler, de mener le combat au nom du peuple noir d'Amérique, mais aussi au nom du prolétariat.

Aucune autre tendance politique, même révolutionnaire, ne peut poser le problème en ces termes, seuls des communistes révolutionnaires, internationalistes prolétariens, le peuvent. C'est à eux qu'en incombe la responsabilité ainsi que les immenses possibilités.